

Les classes populaires face à l'épidémie

Une enquête ethnographique
dans un quartier de Mulhouse

Joseph Hivert
Alexis Spire

SOMMAIRE

Avant-propos	3
Introduction	4
I. Ethnographie d'un quartier en première ligne de l'épidémie	5
A. Un quartier qui cumule les inégalités	5
1) Un territoire particulièrement touché par les inégalités et le covid	6
2) Faire avec moins d'état quand on en a le plus besoin	7
3) Une contrainte policière plus durement ressentie par les habitants	8
II. L'ambivalence du rapport des classes populaires aux pouvoirs publics	9
A. Les raisons pratiques d'une forte adhésion aux mesures sanitaires	9
B. Une érosion de la confiance dans les institutions étatiques	11
C. Un rapport contrasté aux institutions médicales et scientifiques	13
Conclusion	15
Bibliographie	16

AVANT-PROPOS

À la suite de la publication d'un rapport au Premier ministre destiné à contribuer à l'amélioration de la connaissance qualitative de la pauvreté dans le contexte de la crise sanitaire¹, le Comité scientifique du CNLE a souhaité continuer à rendre compte des travaux de sciences sociales permettant d'éclairer les effets et les enjeux de la crise sanitaire pour l'analyse de la société et de l'action sociale.

En complément du Baromètre qualitatif dont l'étude de faisabilité sera portée à la connaissance du Premier ministre et rendue publique dans les mois à venir, le Comité lance parallèlement deux collections de travaux, ouvertes aux communautés d'acteurs et de chercheurs concernées, pour explorer les différentes facettes d'une crise qui a profondément affecté les conditions de vie et les rapports aux institutions des catégories de la population d'une part et donné lieu à des initiatives qui sont porteuses de renouvellement de l'aide et de l'action sociale d'autre part.

Une première série de travaux cherchera à rendre compte des effets différenciés de la crise sanitaire selon les territoires par des « approches territorialisées ». Le texte de Joseph Hivert et Alexis Spire, respectivement post-doctorant et directeur de recherche au CNRS (Iris) éclaire de manière inédite le rapport des populations vulnérables aux institutions à travers une enquête réalisée dans un quartier de la politique de la ville de Mulhouse, dans la région Grand Est qui fût l'épicentre de la première vague de la Covid-19.

Faisant partie d'un projet plus large, financé par l'Agence nationale de la recherche dans le cadre d'un programme spécifique à l'étude de la crise sanitaire sur la confiance envers les institutions étatiques et scientifiques à l'épreuve du coronavirus, ce texte illustre la manière dont les catégories populaires se sont adaptées à ce nouveau contexte et se sont appropriées les contraintes sanitaires. Il souligne la forte adhésion des classes populaires à ces mesures, en même temps que le rôle de révélateur et d'amplificateur des inégalités joué par la crise sanitaire.

Fiona Lazaar,
Présidente du CNLE

Nicolas Duvoux,
Président du Comité scientifique du CNLE

Février 2022

¹ Nicolas Duvoux, Michèle Lelièvre (dir.), *La pauvreté démultipliée. Dimensions, processus et réponses*, Rapport au Premier ministre, Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, mai 2021.

INTRODUCTION

Durant la première vague de l'épidémie de Covid-19 en France, la région Grand-Est a été particulièrement touchée par le virus, notamment suite au rassemblement de l'Église évangélique qui a regroupé du 17 au 21 février 2020 jusqu'à 2 500 fidèles : Mulhouse est alors devenue le foyer d'une épidémie qui n'a pas frappé la population au hasard. Certains quartiers l'ont été plus que d'autres, et certains groupes sociaux ont été non seulement particulièrement exposés au virus mais aussi affectés par les mesures prises par les pouvoirs publics pour le juguler (Lambert, Cayouette-Remblière, 2021).

Les classes populaires ont été touchées de plein fouet par l'épidémie mais aussi par le premier confinement qui s'est étendu du 17 mars au 11 mai 2020 (Mariot et al., 2021). Si cette mesure inédite s'est appliquée en apparence de façon uniforme, sans distinction d'âge, de sexe, de milieu social ou de lieu de résidence, l'exploitation quantitative de données longitudinales sur des cohortes de grande ampleur a permis de montrer une inversion de la hiérarchie sociale des personnes contaminées (Bajos et al., 2021) : les membres des classes supérieures ont été proportionnellement les plus exposés à la maladie avant le confinement (8,8 %) et les moins contaminés pendant le confinement (4,3 %), tandis que la tendance inverse a pu être observée parmi les classes populaires dont le taux de contamination est passé de 6,9 % avant le confinement à 5,5 % une fois que celui-ci a été décrété. Cette façon d'appréhender la crise épidémique permet d'en mesurer les effets temporels mais il faut aussi tenir compte de sa dimension spatiale.

L'objectif de cette contribution est précisément de mettre en lumière les effets de la crise épidémique et des mesures contraignantes prises par l'État, à l'échelle d'un quartier particulièrement touché lors de la première vague de Covid-19 (janvier-août 2020).

I. ETHNOGRAPHIE D'UN QUARTIER EN PREMIÈRE LIGNE DE L'ÉPIDÉMIE

A. UN QUARTIER QUI CUMULE LES INÉGALITÉS

Le quartier de Bourzwiller est relativement enclavé par rapport à la ville de Mulhouse et très fortement marqué par l'immigration : au fil de l'histoire industrielle de la région, se sont installés ici des travailleurs algériens, marocains et turcs avec leurs familles. Ces différentes communautés cohabitent désormais dans cette zone urbaine regroupant beaucoup de logements sociaux prenant la forme d'immeubles de quatre ou cinq étages, avec des espaces collectifs qui sont autant de lieux de sociabilité. Les habitants ne forment pas un bloc homogène : on retrouve dans le quartier à la fois des fractions établies et respectables du salariat industriel et des fractions déclassées des classes populaires. La pratique religieuse y est également très présente. Depuis 1989, la communauté évangélique y a installé une imposante Église, l'une des rares « mega-églises » de France pouvant accueillir plus de 1 000 fidèles. À quelques centaines de mètres, a également été construite en 2003 la plus importante mosquée d'Alsace, financée par des collectes auprès des fidèles et par une subvention importante du Conseil général du Haut-Rhin (Fregosi, 2006). Cette présence de la religion s'est d'ailleurs également retrouvée dans la répartition des morts au sein du quartier où des dizaines de familles d'immigrés originaires du Maghreb ont été touchées : en l'espace de quelques semaines, le cimetière musulman, jusque-là de petite taille, a presque doublé de superficie.

Le dispositif d'enquête

L'enquête s'est déroulée, entre septembre 2020 et février 2021, à Bourzwiller, un territoire urbain regroupant 15 000 habitants de Mulhouse et catégorisé comme « zone de sécurité prioritaire » et depuis 2018 comme « quartier de reconquête républicaine », ce qui lui vaut un renforcement de la présence policière. Plus précisément, les entretiens ont été réalisés dans l'un des cinq quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Mulhouse qui regroupe environ 4 000 habitants, essentiellement des ouvriers (48,6 %), des employés (35,3 %), des chômeurs (26,8 %), des étrangers (27,3 %) et des personnes sans diplôme ou qui détiennent un diplôme inférieur au Bac (85,9 %). Les habitants du quartier partagent une appartenance commune aux classes populaires, entendu ici comme des groupes sociaux qui occupent des positions dominées dans l'espace social, à la fois économiquement, culturellement et symboliquement (Schwartz, 1998).

Environ une trentaine d'entretiens ont été réalisés avec des habitants du quartier et différents acteurs (éducateurs spécialisés, responsables et militants associatifs, professeurs en collège, élue...). Un premier contact a été noué avec les travailleurs sociaux, des responsables associatifs et un enseignant qui nous ont orientés vers des jeunes et des familles que nous avons rencontrées, parfois à leur domicile, sur leur lieu de travail ou à la boulangerie du quartier*.

Les entretiens ont été conduits de façon semi-directive autour de quatre thèmes : les pratiques en matière de santé et de prévention des risques ; le travail au temps du Covid-19 ; le rapport aux institutions étatiques et scientifiques ; l'expérience de la crise sanitaire à l'échelle du quartier.

* Pour préserver l'anonymat des enquêtés.e.s, leurs noms ont été modifiés.

1) UN TERRITOIRE PARTICULIÈREMENT TOUCHÉ PAR LES INÉGALITÉS ET LE COVID

Le quartier enquêté a été fortement exposé au Covid comme l'ont été d'autres quartiers d'habitat populaire. Tout d'abord, la circulation du virus est d'autant plus probable lorsque plusieurs personnes cohabitent dans un même espace restreint, ce qui est souvent le cas à Bourtzwiller. La part de logements surpeuplés – c'est-à-dire offrant moins de 18 m² par personne pour celles et ceux qui vivent à plusieurs dans le même logement selon la définition de l'Insee – y est plus importante que dans le reste de la ville. Comme beaucoup de zones urbaines où l'immigration est surreprésentée (Beauchemin *et al.*, 2016), il s'agit également d'un quartier à forte densité de population, ce qui est susceptible de multiplier les interactions liées aux déplacements quotidiens (courses, trajets domicile-travail). On pourrait ajouter les mauvaises conditions de santé de beaucoup d'habitants pour lesquels le Covid est venu amplifier une surmortalité déjà marquée par rapport à d'autres zones urbanisées (de Montlibert, 2020).

Dès le milieu du mois de février 2020, certains habitants se plaignent de symptômes qui, en l'absence de test, sont attribués à une forme bénigne de grippe. Les premières hospitalisations interviennent à la fin du mois de février et durant les premiers jours de mars, faisant prendre conscience à la population de la gravité de la situation :

« On apprenait le décès d'un tel et trois heures plus tard le décès d'une autre personne. Avant cela il y avait beaucoup de discours complotistes selon lesquels le « virus ça n'existe pas » » (Hicham, président d'une association créée sur le quartier en 2016)

À l'échelle du quartier où tout le monde se connaît, les premiers décès changent l'image de l'épidémie : après avoir été une maladie lointaine et abstraite, elle devient une menace directe et concrète sur les familles. Une bonne partie des habitants du quartier occupe des métiers dits « essentiels » (aide-soignante, caissière, employé de station-service, de magasin, etc.) ; beaucoup ont donc continué à travailler à temps plein pendant la période de confinement, avec tous les risques de contamination que cela impliquait. Dans une des familles enquêtées, deux sœurs – l'une aide-soignante en Établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD), l'autre secrétaire à l'hôpital de Mulhouse – ont attrapé le Covid sur leur lieu de travail. Les deux ont été admises en réanimation et l'une a été transférée dans un hôpital du nord-ouest de la France. Le mari de l'une d'elle est décédé du Covid et la nouvelle s'est très rapidement répandue dans le quartier.

Cette prise de conscience est aussi facilitée par les discussions quotidiennes qui se déroulent désormais de plus en plus de façon dématérialisée : beaucoup de personnes ont été très marquées par une vidéo diffusée par une habitante du quartier, infirmière à l'hôpital de Mulhouse, dans laquelle elle tirait la sonnette d'alarme en racontant ce qui se passait aux services des urgences. L'usage des réseaux sociaux a donc contribué à faire prendre conscience aux habitants de la gravité de cette épidémie. L'utilisation de groupes WhatsApp permettait de diffuser les annonces de décès, l'identité des familles concernées et de se tenir informés entre groupes d'amis :

« On avait un petit groupe WhatsApp entre potes et quand on lisait un article intéressant on se l'envoyait, on se le partageait. Dans le groupe on a un pote qui était malade, donc du coup, le groupe il était important pour nous. On voyait notre pote qui était là, qui était pas bien et qui se prenait en photo avec le masque à oxygène... Il nous disait « ils vont me plonger dans le coma, ils vont m'intuber ». Quand c'est la personne qui vous le dit, qui se prend en photo avec la bouteille d'oxygène et dix minutes après sa femme nous envoie un message « ouais c'est bon ils l'ont endormi il est dans le coma », je vous dis après, moi j'y croyais au Covid » (Ali, 44 ans, travailleur social, responsable d'association).

Fils d'un immigré algérien s'étant installé en Alsace comme chauffagiste, Ali a toujours vécu à Bourtzwiller et se trouve à l'intersection de plusieurs réseaux de sociabilité par le biais de ses parents, de l'association qu'il

a fondée et du travail social qu'il a accompli sur le quartier depuis plusieurs années. Durant toute la première vague de l'épidémie, il a constamment relayé des informations, pris des nouvelles de ses proches, de ses voisins et de ses parents. Si les images véhiculées par les chaînes d'information continue suscitent souvent l'incrédulité, les petits films réalisés par les habitants du quartier dans le cadre de groupe d'interconnaissance ont joué un rôle primordial dans la prise de conscience de la menace que constituait l'épidémie.

2) FAIRE AVEC MOINS D'ÉTAT QUAND ON EN A LE PLUS BESOIN

Les mesures de confinement strict adoptées au niveau national à partir du 17 mars 2020 ont également eu d'importantes implications financières sur les ménages du quartier. Nombreux sont les enquêtés qui sont passés en chômage partiel, ce qui a pu, pour certains d'entre eux, occasionner des pertes de revenu¹ partiellement compensées par les dispositifs de sauvegarde exceptionnels déployés (Pucci, 2021), même si l'estimation avancée de l'Insee du taux de pauvreté monétaire en 2020 et les indicateurs d'inégalités sont restés stables (Buresi, Cornuet, 2021). Dans le contexte de la pandémie, beaucoup ont renoncé à certains biens de consommation ou ont reporté des dépenses concernant pourtant des biens de première nécessité.

Tandis que beaucoup d'emplois précaires et informels ont disparu avec le confinement, l'accès aux institutions pourvoyeuses de protection et de prestations est devenu singulièrement plus compliqué. Dans le quartier enquêté, 30 % de familles reçoivent au moins une allocation chômage et beaucoup d'autres perçoivent le Revenu de Solidarité Active (RSA). Pendant le confinement, la Caisse d'allocations familiales, Pôle emploi et le Service étranger de la sous-préfecture ont cessé d'accueillir du public, ce qui a plongé de nombreux habitants dans de grandes difficultés administratives :

« Ma belle-sœur a perdu son mari, elle n'avait pas de numéro CAF, et pour faire la déclaration en ligne c'était pas possible sans numéro CAF. Elle est quand même restée sans ressources pendant plusieurs mois, et ils n'ont pas fait de rappels rétroactifs hein, alors qu'ils étaient au courant du décès, parce qu'ils avaient enregistré le décès. Quand on a fait une demande de RSA en attendant que sa situation se règle, et bien c'était pas rétroactif. Tout était fermé, Sécu, CAF, Sous-Préfecture, fermées au public, mais de savoir que les gens sont dans la panade, ça n'avait pas l'air de les affoler plus que ça quoi. Alors oui en ligne, mais la personne qui n'a pas d'ordinateur chez elle, elle fait comment ? La personne qui ne gère pas tout simplement, elle fait comment ? » (Malika, 56 ans, actuellement sans emploi)

L'obligation d'effectuer les démarches en ligne, a occasionné pour celles et ceux qui n'étaient pas équipés en ressources informatiques d'importantes difficultés pour actualiser leur dossier, récupérer des prestations interrompues, ou obtenir le renouvellement d'un titre de séjour. En outre, la plupart des habitants reçoivent habituellement leurs prestations et aides sociales sur leur compte postal mais le guichet de la poste du quartier ayant fermé durant le confinement, beaucoup se sont retrouvés sans aucun subside.

Ainsi, le confinement a accentué les divisions internes aux classes populaires, en durcissant les fractures générationnelles : celles et ceux qui peuvent se conformer aux modalités de fonctionnement « à distance » des institutions n'ont pas été trop affectés par le brutal basculement vers la dématérialisation généralisée de toutes les démarches administratives. En revanche, celles et ceux, plus âgés, plus précaires ou plus récemment arrivés sur le territoire ont beaucoup pâti de ne pas pouvoir se rendre aux guichets pour y faire reconnaître leurs droits (Siblot, 2005). Pour de nombreux habitants, les associations du quartier ont pris le relais de l'État social en leur permettant de continuer à avoir accès à une partie au moins de leurs prestations.

¹ Différentes enquêtes montrent que les ménages pauvres et modestes sont beaucoup plus nombreux que les ménages les plus dotés à déclarer des chutes de revenus. Selon l'enquête Coconel « Logement et Conditions de vie », ils sont deux fois plus nombreux (Lambert, Cayouette-Remblière, 2021, p. 37).

3) UNE CONTRAINTE POLICIÈRE PLUS DUREMENT RESSENTIE PAR LES HABITANTS

Un autre effet durement ressenti par les habitants de Bourtzwiller a été l'accroissement de la présence policière dans un quartier où les tensions entre jeunes et forces de l'ordre s'inscrivent dans une longue histoire de conflits et de tensions. En juillet 2012, suite à un contrôle d'identité ayant dégénéré, des émeutes urbaines éclatent, au terme desquelles un collègue et une dizaine de véhicules sont vandalisés. L'année suivante, le 15 juin 2013, des policiers sont appelés sur le quartier pour des incendies de poubelle et reçoivent à leur arrivée des jets de pierre et deux cocktails Molotov. Depuis ces incidents, les contrôles d'identité sont fréquents et les effectifs ont été fortement renforcés : en 2018, Bourtzwiller est devenu l'un des 47 « quartiers de reconquête républicaine » créés par le gouvernement d'Emmanuel Macron, ce qui a valu au commissariat du quartier un triplement de ses effectifs, passant de 7 à 22 policiers sur place.

Tandis que les jeunes du quartier sont habitués à côtoyer la police de proximité qu'ils connaissent et dont le commissariat a été installé au cœur des lieux d'habitation, le début du confinement a été marqué par la démultiplication de contrôles effectués par des policiers qui venaient de l'extérieur (des CRS et des membres de la BAC patrouillaient pour vérifier les attestations). Les tensions générées par les contrôles d'identité ont alors été plus nombreuses, ce qui a ravivé le sentiment d'un quartier sous contrainte policière :

« Moi j'étais à la maison et je voyais, ils cherchaient les jeunes, ils les cherchaient, on peut pas dire autrement, ils les cherchaient, ils s'en prenaient aux plus petits, et quand les grands voient que les flics s'en prennent aux petits, ils s'en mêlent... c'est toujours pareil, quand les flics s'en prennent aux petits ça déborde un peu quoi (...) ils [les policiers] sont déjà venus pour le ramadan, alors que pour le ramadan, c'est vrai ils se réunissent dehors (...), mais bon ça tu peux rien y faire, et c'est là qu'ils viennent, c'est là qu'ils viennent les emmerder » (Henriette, 73 ans, ancienne ouvrière à la retraite)

Pour cette ouvrière à la retraite qui a toujours habité le quartier, la période du confinement qui s'est chevauchée avec celle du ramadan, a accentué les tensions entre les jeunes et les forces de l'ordre. L'application des mesures de confinement aux jeunes enfants semble avoir été sources de tensions, les uns constatant qu'il n'était pas possible de les garder enfermés dans des logements exigus tous les jours et les autres estimant que les mesures de confinement devaient s'appliquer à cette population comme aux autres. La répétition des contrôles est venue confirmer le sentiment d'une suspicion systématique à l'égard du quartier :

« Pendant le confinement il y avait vraiment beaucoup de contrôles, et les policiers étaient beaucoup... je ne sais pas ce qu'ils avaient mais ils étaient pas comme d'habitude, là ils étaient vraiment durs, après je ne sais pas si dans les autres endroits, ils étaient comme ça mais je pense pas qu'au Rebbberg ils étaient comme ça, si quelqu'un était dehors ils allaient le réprimander mais pas comme ici. Ici, ils étaient vraiment durs, c'est un ressenti global, on se disait ouais les flics ils font trop les fous, ils ont quoi ? Ils nous cherchent quoi » (Djibril, 21 ans, 2^e année de BTS technico-commercial, fils d'ouvrier)

Pour ce fils de parents maliens qui habite Bourtzwiller depuis l'âge de six ans au sein d'une fratrie de cinq enfants, l'expérience de la discrimination est étroitement liée à une appartenance territoriale définie par le quartier, par opposition à d'autres zones résidentielles de Mulhouse, notamment celle du Rebbberg, l'une des zones situées en province les plus riches de France².

Si un très fort sentiment d'inégalité existe de longue date au sein des classes populaires, la période du confinement lui confère une acuité particulière. Aux difficultés financières induites par le ralentissement de l'activité économique se sont ajoutés les récurrents contrôles d'identité qui se sont traduits par une démultiplication d'amendes et qui ont renforcé le sentiment d'humiliation existant déjà auparavant.

² Selon l'Observatoire des inégalités, les 10 % des habitants les plus riches du quartier du Rebbberg, gagnent au moins 104 895 euros par an après impôts (Insee – Données 2016), ce qui en fait le quartier où vivent les provinciaux les plus riches de France.

II. L'AMBIVALENCE DU RAPPORT DES CLASSES POPULAIRES AUX POUVOIRS PUBLICS

Toute la période de crise épidémique semble avoir exacerbée la marginalisation des habitants du quartier par rapport au reste de la ville et il en est de même concernant la détérioration des rapports aux institutions étatiques. Pour les enquêtés, les termes d'« État » ou de « services publics » paraissent souvent très abstraits et se mesurent davantage à travers les récits d'expériences concrètes au contact de la Caisse d'allocation familiales, de Pôle emploi, de la mairie, de la police, de la Sécurité sociale, de la sous-Préfecture ou des impôts. Ces expériences peuvent être considérées comme autant de formes de socialisation à l'État qui influent sur les représentations et le rapport de confiance envers ces institutions (Spire, 2020, p. 39). Durant toute la crise épidémique, les membres des classes populaires se sont trouvés en situation d'ambivalence à l'égard de l'État : les mesures sanitaires adoptées par les pouvoirs publics (confinement, gestes barrières, etc.) ont suscité une forte adhésion mais ont été appliquées dans un climat de défiance à l'égard des gouvernants.

A. LES RAISONS PRATIQUES D'UNE FORTE ADHÉSION AUX MESURES SANITAIRES

Tandis que beaucoup d'images médiatiques ont mis en scène les transgressions du confinement dans les quartiers défavorisés (Gilbert, 2020), les données statistiques recueillies dans les panels représentatifs montrent plutôt une forte adhésion des membres des classes populaires aux gestes barrières (Bajos et al., 2021). Ce dernier résultat semble d'ailleurs confirmé par les entretiens conduits dans le quartier de Bourtzwiller :

« On avait pris des dispositions pour que le virus ne nous atteigne pas et qu'ils n'atteignent pas les autres. Très honnêtement, j'ai obéi au gouvernement au doigt et à l'œil, c'est très rare [rires], parce que je partageais complètement cette idée-là, et je l'attendais presque, vous voyez, c'est-à-dire qu'on était confiné pour de vrai, on ne bougeait pas, on ne faisait pas d'écart » (Khadija, 41 ans, femme au foyer, mère de 3 enfants).

On retrouve à travers les propos de cette mère au foyer qui habite un petit appartement de 50 mètres carrés au cœur du quartier, l'intériorisation par les membres des classes populaires stables³ d'une « bonne volonté sanitaire » ayant intégré l'injonction à prendre soin de soi comme principe prioritaire (Arborio, Lechien, 2019). Beaucoup disent respecter à la lettre les mesures sanitaires prises par le gouvernement telles que le confinement ou le respect des gestes barrières, avec plus de rigueur et de conviction que les personnes plus élevées dans l'échelle sociale : en mai 2020, 19,2 % des ouvriers pensaient que les mesures de confinement devaient être plus strictes, alors que cette part n'était que de 11,5 % parmi les cadres supérieurs⁴. Néanmoins, cette adhésion aux mesures sanitaires ne saurait s'interpréter comme un signe de confiance dans les pouvoirs publics : elle

3. C'est-à-dire qui occupent des positions assurées (en tant qu'employés ou ouvriers) au sein du salariat d'exécution, mais qui restent néanmoins éloignées de celles des classes moyennes. Les fractions stables des classes populaires se caractérisent « par une certaine stabilité professionnelle, de fortes limitations économiques et des formes modestes d'ascension ou encore par des ressources qui les séparent du « bas » des classes populaires, mais aussi par des privations et des vulnérabilités qui les séparent du « haut » » (Lechien, Siblot, 2019).

4. Exploitation originale du questionnaire long de l'enquête Epicov (Epidémiologie et conditions de vie) passé auprès d'un échantillon aléatoire de 14 237 personnes entre le 2 mai et le 2 juin 2020.

résulte davantage de logiques pratiques de protection qui se démarquent de la plus grande distance prise par les membres des classes supérieures, plus disposés à dénoncer le caractère liberticide du confinement. L'intériorisation du souci de soi et de ses proches par les mères de famille de milieu populaire se retrouve également concernant le port du masque :

« On ne portait pas le masque parce qu'ils nous disaient de le porter mais parce qu'on ne voulait pas contaminer nos proches » (Sylvie, 40 ans, chômeuse, 3 enfants).

Ebranlés par la violence de la vague épidémique survenue dans le quartier de Bourtzwiller, beaucoup d'enquêtés ont mis en place des protocoles sanitaires souvent très stricts dans la sphère domestique (port du masque systématique en présence des parents, désinfection des courses, vêtements lavés et douche prise après chaque sortie...), tout en gardant leurs distances à l'égard des discours des pouvoirs publics. Lorsque les annonces de décès se sont multipliées dans le quartier, de nombreux enquêtés ont pris des précautions sans attendre les décisions du gouvernement :

« Moi je pense que le gouvernement, il était très en retard, avant même qu'ils interdisent l'école moi j'avais sorti mes enfants de l'école, dès que j'ai entendu qu'il y avait le virus à Bourtzwiller... Vous savez il y a la boulangerie à côté, Croustipain, on achète notre pain là-bas, beaucoup de personnes du quartier achètent leur pain là-bas, je me suis dit c'est pas possible que les évangélistes soient venus une semaine ici et qu'ils ne soient pas allés à Croustipain acheter une baguette de pain, et les endroits proches comme Auchan... Donc j'avais sorti mes enfants de l'école et j'avais encouragé tous les parents à le faire..., moi mes parents ils sont âgés, mes enfants ils vont à l'école ils sont en face d'un professeur, et il y avait des professeurs qui commençaient à mourir... Et le gouvernement il a beaucoup beaucoup tardé à donner des consignes surtout qu'ils nous ont donné des consignes allant à droite, allant à gauche, on ne comprenait pas très bien, il y avait le stade 1, vous voyez nous sommes au stade 1, nous sommes au stade 2, vous voyez dans l'idée moi déjà je voulais leur dire à ceux de la télé « et qu'est-ce qui se passe au stade 3 ? On va tous crever ou la terre va exploser ? » ; on ne savait pas ce qui se passait donc on était perdu. Et Sibeth Ndiaye ou je ne sais pas quoi, Si-bête [elle insiste] Ndiaye, la porte-parole du gouvernement, elle a dit qu'on ne suivrait pas l'exemple de l'Italie qui commençait à confiner, qu'une fois arrivée au stade maximum et bien le pays continuera de fonctionner. Alors moi c'est ici que j'ai perdu confiance, je me suis dit ils ne sauront pas prendre de dispositions, alors que d'autres pays le font, ils ont des morts et tout ça, alors je vais retirer mes enfants de l'école » (Khadija, 41 ans, femme au foyer, mère de 3 enfants).

On perçoit à travers ces propos une défiance à l'égard du gouvernement qui est accusé de ne pas prendre la mesure de la gravité de la situation. La décision de retirer les enfants de l'école révèle ici un attachement aux normes de bonne santé qui sont placées au-dessus de l'assiduité scolaire. Ici, la pleine adhésion aux mesures sanitaires n'est pas justifiée par des grands principes comme le civisme mais par la nécessité de préserver sa santé et l'impératif de protéger les siens.

Toute la période de confinement a donné lieu à un repli sur la famille parfois élargie, ce qui a pu aussi impliquer certaines libertés prises avec l'obligation de rester à son domicile, surtout de la part des jeunes qui évitaient de trainer dehors pour ne pas risquer des amendes, sans pour autant s'empêcher de se retrouver les uns chez les autres :

« Au début du confinement, je suis resté un peu à la maison parce que ma mère elle avait attrapé le covid et mon père il était parti. Mais après une semaine, quand ma mère elle a commencé à aller mieux, j'ai commencé à ressortir, on allait souvent chez mon cousin qui habite juste ici, on allait jouer à la Play, on n'était pas forcément dehors mais on essayait de passer du bon temps. Mon cousin,

ses parents ils étaient au Mali donc on était qu'entre jeunes » (Djibril, 21 ans, 2^e année de BTS technico-commercial, fils d'ouvrier).

Impliqué dans une scolarité relativement prometteuse qui lui a permis d'obtenir un bac professionnel, ce jeune fils d'un ouvrier de l'automobile a été perturbé dans le suivi de ses études par le confinement et a finalement décidé de les interrompre. L'interdiction de sortir et l'interruption des cours en présentiel ont été déstabilisantes et se sont traduites par une forme de découragement, faute d'être suffisamment encadrée par l'institution scolaire.

La politisation de la question sanitaire s'est opérée sous l'angle de la moralisation des comportements individuels, dans une configuration où les formes de sociabilité et de solidarité collective ne pouvaient plus vraiment s'exprimer. L'individualisation des problèmes sanitaires a particulièrement pesé sur celles et ceux qui n'ont pas les ressources pour s'en sortir seuls. Si les membres des classes populaires se sont plutôt conformés plus que d'autres aux mesures sanitaires, les discours publics ont pourtant révélé l'ampleur des réflexes de stigmatisation et de mépris de classe (Renahy, Sorignet, 2020).

B. UNE ÉROSION DE LA CONFIANCE DANS LES INSTITUTIONS ÉTATIQUES

Tout au long de la crise épidémique, la confiance dans la capacité du gouvernement à trouver des solutions a connu une relative érosion, particulièrement marquée au sein des classes populaires : alors que le niveau de confiance des cadres supérieurs s'établit à 60,4 % en avril 2020 et reste stable (59,5 % en novembre 2020), la part des ouvriers à se déclarer confiants dans le gouvernement pour résoudre la crise épidémique, passe de 46,7 % à 42,9 % quelques mois plus tard en novembre⁵.

Cette érosion de la confiance envers les pouvoirs publics se retrouve dans les propos de nombreux habitants du quartier qui remettent en cause la gestion de la crise par les gouvernants et les « élites », et plus généralement par tous ceux dont « on subit le pouvoir ». Les enquêtés reprochent à l'État d'« en haut », incarné par le président de la République, de ne pas avoir réagi plus tôt, d'avoir minimisé la crise, d'avoir tenu des discours contradictoires (sur la fermeture des écoles, sur l'utilité du port du masque). L'afflux d'informations et de consignes sanitaires contradictoires est souvent interprété comme une illustration des incohérences inhérentes à la parole des représentants de l'État :

« Un coup on devait, on devait pas, on devait, on devait pas, un il dit rouge, l'autre il dit vert, l'autre il dit bleu, on ne savait plus qui écouter, qui croire, on se rend compte qu'on a été baladé, on a été baladé depuis le début. C'est comme l'histoire des masques, au départ c'était pas obligatoire parce qu'il n'y en avait pas assez, et maintenant qu'il y en a assez c'est obligatoire, donc le vaccin le jour où il va sortir ça ne sera pas obligatoire mais le jour où ils auront assez de doses pour injecter, ils vont le rendre obligatoire. Il y a un problème là, à un moment donné il faudrait que chacun prenne ses responsabilités au niveau des pouvoirs publics, que ce soit le ministère de la santé ou même la plus haute autorité, les industriels des laboratoires pharmaceutiques et tout il faut qu'ils arrêtent de prendre les gens pour des imbéciles » (Malika, 56 ans, actuellement sans emploi).

Pour cette mère de famille de 56 ans dont les sœurs travaillent à l'hôpital, les contradictions du discours des pouvoirs publics sur les masques ont instillé un doute qui s'est accentué tout au long de la crise épidémique, au point de peser également sur la légitimité des instructions concernant les

⁵. Les chiffres mentionnés proviennent de l'exploitation de l'enquête EPICOV par les auteurs.

vaccins. L'opposition entre « nous » et « eux » est renforcée ici par la conviction que l'incohérence des discours est synonyme de mensonge délibéré. Le sentiment d'humiliation qui pourrait en découler est contrecarré par l'affirmation de ne pas s'en laisser conter par les élites politiques : « je ne crois plus rien d'eux », « c'est des menteurs », « je n'écoute pas le gouvernement parce que je les considère comme des gens malhonnêtes et des menteurs » explique par exemple cette enquêtée (Henriette, 73 ans). Cette défiance envers les gouvernants et les élites politiques est largement partagée au sein des classes populaires mais elle n'est pas contradictoire, loin s'en faut, avec la persistance d'un attachement aux services publics :

« Ils parlaient des hôpitaux surchargés, mais toutes les cliniques elles sont vides, pourquoi en Alsace, en mars, avril, il y avait plein de cliniques vides, mais ils envoyaient les malades en Allemagne, en Suisse, aux quatre coins de la France alors qu'ici à Mulhouse il y avait plein de cliniques vides ; j'ai pas compris, je fais pas partie du gouvernement mais j'ai pas compris pourquoi... Quand je vois qu'il y avait des posts Facebook où il y avait des associations qui étaient bénéficiaires qui mettaient des 5 euros ou 10 euros de dons pour acheter des trucs, du dentifrice, des produits d'hygiène pour emmener aux malades du Covid, c'est pas possible, je veux dire on est France ou pas ? Franchement je sais pas, c'est peut-être moi le fou mais c'est normal ? Quand on voit que les ministres, ce qu'ils ont pour vivre, ce que l'État dépense en n'importe quoi... Que les gens ramènent des masques et des produits d'hygiène aux hôpitaux parce qu'ils n'en ont pas, alors que à un kilomètre il y a des cliniques qui sont fermées, où y'a tout, j'ai pas compris, j'ai pas compris » (Ali, 44 ans, travailleur social, responsable d'association).

Pour ce fils d'immigré algérien devenu responsable associatif, la qualité du service public constitue une caractéristique de la grandeur de la France que la crise épidémique a remise en cause, à la fois en révélant l'importance prise par le secteur privé et par l'incapacité des hôpitaux publics à accueillir tous les malades autrement qu'en les transférant vers des pays limitrophes. Le débordement de l'hôpital public est perçu comme un abandon par l'État de la santé et de l'avenir des plus fragiles :

« Cette façon de laisser les gens comme ça, je suis sûre qu'il y a des gens qui sont morts d'infarctus ou de trouille quoi, c'est pas possible quoi, on nous a laissés crever je dirais. Et dans les EHPADs ils étaient débordés, mais tout ça c'est pas normal en 2020 quoi, et les hôpitaux ils sont en crise depuis très longtemps, Mulhouse ne peut pas recevoir trop de gens, là il y a vraiment un effort qui devrait être fait, ça n'a rien à voir avec le Covid » (Bernadette, 62 ans, ancienne auxiliaire de puériculture à la retraite).

Les griefs des enquêtés visent également l'affaiblissement des institutions de l'État social qui se sont abstenues de répondre aux demandes de protection durant le confinement. Il en est ressorti un sentiment d'être laissés pour compte qui transparait de façon lancinante dans les entretiens. La confiance pratique dans les institutions étatiques semble également s'éroder en raison de l'absence de soutien des pouvoirs publics à l'égard des dynamiques de solidarité qui sont nées durant la crise à l'échelle du quartier. Le discours tenu par Ali, membre d'une association de quartier qui a organisé durant le confinement des collectes et des distributions de nourriture au profit des personnes dans le besoin, en est une illustration. Il se montre très critique à l'égard de la mairie « qui n'a rien fait, qui s'est déchargée sur les petites associations », alors que deux ans auparavant, la municipalité a refusé de louer un local à cette même association qui avait pourtant les moyens de payer un loyer. Durant l'entretien il insiste sur la force de la solidarité entre les habitants du quartier qui forment comme « une famille ». De son récit, il ressort que la crise sanitaire aurait renforcé une opposition entre « eux » (la mairie, les pouvoirs publics) et « nous », habitants du quartier laissés pour compte mais solidaires.

C. UN RAPPORT CONTRASTÉ AUX INSTITUTIONS MÉDICALES ET SCIENTIFIQUES

Le rapport des enquêtés aux institutions médicales et scientifiques apparaît très contrasté. La figure du médecin de famille qu'on consulte et qui est susceptible de rassurer suscite toujours le respect dans les classes populaires (Arborio, Lechien, 2019, p. 92). La confiance envers les scientifiques reste également très largement partagée, avec toutefois quelques nuances : le « savant » comme personne de référence pour toute question relative au corps et à la santé reste associé à un symbole positif mais il peut également être disqualifié dès lors que son activité est suspectée d'entrer en collusion avec des intérêts industriels et financiers.

Pour sortir de la crise épidémique, les enquêtés s'en remettent très largement aux scientifiques et aux médecins mais pas n'importe lesquels : leur confiance se porte le plus souvent sur celles et ceux qui véhiculent des discours dissidents dans l'espace public :

« J'ai une certaine confiance dans le docteur Raoult, parce que j'ai l'impression qu'il est libre... Il n'est pas enfermé dans les protocoles ; eux ils nous font des protocoles parfois qui n'ont aucun sens... La chloroquine, il paraît qu'il fonctionne bien, même au Maroc ils l'ont utilisé, ils soignent avec, ce médicament il est devenu payant soudainement, s'il vous plaît, je me dis quand même, même au gouvernement ça ne doit pas être des cons, ils ont dû faire des études, genre c'est l'élite, comment des gens comme ça... alors que moi hmara [l'idiote] qui se fait embaucher nul part j'y pense, eux ils n'y pensent pas... à ce qu'il paraît il peut être dangereux au bout de deux ans, mais c'est ce qu'expliquait le docteur, un autre que le docteur Raoult, ce médicament il n'est jamais prescrit pour deux ans, il se prend ponctuellement, il est efficace au début après c'est trop tard » (Khadija, 41 ans, femme au foyer, mère de 3 enfants).

Dans le discours de cette mère au foyer, l'aura du Docteur Raoult tient en partie au fait qu'il cumule une légitimité scientifique et une forme d'insoumission aux autorités politiques. Ses discours dissidents entrent en résonance avec le rapport critique des classes populaires aux « élites ». Le succès de ses prises de position ne saurait donc être interprété comme une distance à l'égard de la science mais au contraire comme l'adhésion à la posture d'un savant refusant de se soumettre aux pouvoirs politiques et économiques.

La méfiance à l'égard de la politique sanitaire transparaît également à travers les attitudes à l'égard d'un vaccin contre la Covid-19 qui à l'époque n'était pas encore mis sur le marché mais suscitait déjà la suspicion, comme chez cette retraitée, ancienne auxiliaire de puériculture puis infirmière :

« C'est trop tôt, je prendrai pas le risque, parce que avec H1N1 j'ai pas pris le risque. Non moi je dis... On dit tellement de trucs sur ces vaccins mais après un vaccin qui a pas été testé depuis longtemps je trouve c'est très dangereux... je ne suis pas tellement pour tous les vaccins, c'est pas bon pour le corps tous ces trucs, en plus c'est du mercure [elle soupire], je sais pas, et un vaccin qui n'est pas depuis des années, des années, où on ne sait pas les effets secondaires, franchement c'est grave, vacciner toute une population... Moi je trouve... il y a des traitements, et c'est des histoires d'argent tout ça, après ils disent que les gens sont complotistes mais non ils sont réalistes [rires] » (Bernadette, 62 ans, ancienne auxiliaire de puériculture à la retraite).

Pour cette retraitée qui a particulièrement souffert de la solitude pendant le confinement, la réticence à l'égard du vaccin combine le souvenir des campagnes vaccinales passées, l'absence de recul et la conviction que les enjeux financiers pour les laboratoires pharmaceutiques priment sur les objectifs de santé publique. Le refus d'introduire une substance étrangère dans le corps est également très fermement affirmé, comme chez cette autre retraitée :

« Moi tu m'injectes plus rien à mon âge, le vaccin je m'en fous, ils peuvent se le mettre où je pense mais pas chez moi. Ils vont nous mettre une puce avec le vaccin, ils vont faire ça pour nous contrôler »
(Henriette, 73 ans, ancienne ouvrière à la retraite).

La posture radicalement hostile à toute vaccination de cette retraitée montre que le rapport de défiance des membres des classes populaires à l'égard des institutions scientifiques ne se limite pas à une posture discursive : cette défiance radicale a des conséquences pratiques qui se traduisent en termes de refus de la vaccination qui peut être lourd de conséquences, surtout pour ces membres des classes populaires particulièrement exposés à la maladie.

CONCLUSION

Si l'épidémie a incontestablement touché toute la société, elle a affecté très inégalement les groupes sociaux en fonction de leurs conditions de vie, de leurs professions et de leurs positions dans l'espace social. Il en est de même des mesures prises par les pouvoirs publics pour la juguler, notamment le confinement : alors que l'obligation de s'enfermer à domicile et de restreindre drastiquement les déplacements était supposée s'appliquer de façon égale à toutes et tous, elle a mis au jour des différences sociales très marquées dans la capacité des ménages à les appliquer et plus généralement à faire face à la crise. L'intérêt d'une enquête qualitative et localisée comme celle que nous avons menée dans le quartier de Bourtzwiller, est d'observer comment un évènement comme la pandémie et plus encore le confinement viennent heurter les trajectoires des individus et les bousculer.

Ici, l'épidémie et les mesures de confinement prises par le gouvernement ont d'abord eu pour effet de dévoiler et d'amplifier des inégalités déjà existantes en matière de conditions de logement, de travail, de revenus, d'accès aux institutions pourvoyeuses de prestations, ce qui a contribué à exacerber le sentiment de marginalisation des habitants du quartier par rapport au reste de la ville ; elles ont ensuite participé à dégrader les rapports que les habitants de ce quartier populaire entretiennent avec les institutions et acteurs locaux en accélérant un sentiment de trahison à l'égard de l'État social qui était déjà en germe avec le reflux des services publics et la non revalorisation des minimas sociaux.

BIBLIOGRAPHIE

- Arborio, A. M., Lechien, M. H. (2019). « La bonne volonté sanitaire des classes *populaires* ». *Sociologie*, 10(1), p. 91-110.
- Bajos, N., Jusot, F., Pailhé, A., Spire, A., Martin, C., Meyer, L., ... & Carrat, F. (2021). When lockdown policies amplify social inequalities in COVID-19 infections: evidence from a cross-sectional population-based survey in France. *BMC public health*, 21(1), p. 1-10.
- Beauchemin, C., Hamel, C., & Simon, P. (2016). *Trajectoires et origines: enquête sur la diversité des populations en France*. Ined éditions.
- Buresi G., Cornuet F. (2021). « Estimation avancée du taux de pauvreté et des indicateurs d'inégalité – En 2020, le taux de pauvreté monétaire et les indicateurs d'inégalité seraient stables », *Insee Analyses*, n°70.
- De Montlibert, C. (2020). « Surmortalité en quartiers populaires », *Savoir/Agir*, (2), p. 151-159.
- Fregosi F. (2006). « Les mosquées dans la République. Quelle régulation locale du culte musulman ? », *Confluences Méditerranée*, /2, n° 57, p. 153-174.
- Gilbert P. (2020). « Le Covid-19, la guerre et les quartiers populaires », <https://metropolitiques.eu/Le-Covid-19-la-guerre-et-les-quartiers-populaires.html>
- Lambert A., Cayouette-Remblière J. (dir.) (2021). *L'explosion des inégalités. Classe, genre et générations face à la crise sanitaire*, Editions de l'Aube.
- Lechien M-H., Siblot Y. (2019). « « Eux/nous/ils » ? Sociabilités et contacts sociaux en milieu populaire », *Sociologie* [En ligne], n° 1, vol. 10, p. 1-15.
- Mariot N., Mercklé P., Perdoncin A., (dir.) (2021). *Personne ne bouge. Une enquête sur le confinement du printemps 2020*, UGA Editions.
- Pucci M. (2021) « Illustrer l'effet de la crise sur les revenus des familles pauvres et modestes à l'aide de cas-types » in Rapport du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (CNLE), *La pauvreté démultipliée – Dimensions, processus et réponses – Printemps 2020-Printemps 2021*.
- Renahy N., Sorignet P.-E. (2020). « Introduction. Pour une sociologie du mépris de classe. L'économie des affects au cœur de la domination », *Sociétés contemporaines*, n° 119, p. 5-32.
- Siblot, Y. (2005). « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations », *Sociétés contemporaines*, (2), p. 85-103.
- Spire, A. (2020) « La confiance dans l'État : une relation pratique et symbolique », in Sénik C. (dir.), *Crise de confiance ?* Paris, La Découverte, p. 37-55.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Conseil national des politiques de lutte
contre la pauvreté et l'exclusion sociale

CNLE